

droit et liberté

revue mensuelle
du mouvement contre le racisme
l'apartheid et pour la paix



51 * n° 370 * juin 1978



spécial
afrique
du sud

partenaires
de
l'apartheid



GAULOISES

PRONOUNCED 'GOAL-WAAZ'

*Cigarettes de France' with the
daring aroma. Filtre or Plain.*

Now also made in South Africa



180, rue du Temple **PRÊT A PORTER**
75003 PARIS **HOMMES - DAMES**
Tél. : 278-14-86 **CHEMISERIE**



MOBILIER INTERNATIONAL

meubles - sièges
appartements - bureaux -
collectivités

Paris 11^e - 162 bd Voltaire
371.12.11
Paris 8^e - 166 rue du fbg St Honoré
359.08.40
Paris 7^e - 8 rue des St Pères
260.34.18

FABRIQUE DE CONFECTION POUR HOMMES
VETEMENTS DE QUALITE

SPECIALISTE DANS LES MESURES INDUSTRIELLES
ET GRANDES TAILLES

ETS LEMATEX

Atelier : 19, Rue Debelleyne 75003 PARIS

Tél. : 887.67-96

Métro : FILLES DU CALVAIRE

BIBLIOTHEQUE INTERNATIONALE

Cette collection, dirigée par Isabelle Jan, réunit les chefs-d'œuvre de la littérature enfantine du monde entier. La plupart des ouvrages présentés ont reçu un prix dans leur édition originale. Il s'agit d'une collection d'une excellente valeur littéraire et dont la vocation est de faire mieux connaître la mentalité des pays proches ou lointains, pour mieux les comprendre et mieux les aimer. La présentation bibliographique soignée, est agrémentée d'illustrations en couleurs très raffinées.



NOUVEAUTÉS :

- **RASMUS ET LE VAGABOND**
par Astrid Lindgren (Suède).. 24,50
- **UN GRILLON A NEW-YORK**
- **UN CHIEN TOUT PETIT**
- **UN TROU DANS LE GRILLAGE**

Chaque volume, format 13,5 x 22, relié
toile, impression 4 couleurs... 19,80

Quelques titres déjà parus dans la collection :

- C'EST LA VIE MON VIEUX CHAT
- LE CLUB DU SAMEDI
- UN HIVER DANS LA VALLÉE DE MOUMINE
- L'ILE DES CHEVAUX
- LE MERLE ET MOI
- MARTIN ET LE VISAGE DE PIERRE
- UNE MAISON DE POUPEES
- MONSIEUR OUIPLALA
- MOUMINE, LE TROLL

FERNAND NATHAN

Toute votre vie, vous vous souviendrez
du mariage de vos rêves...

PRONUPTIA
DE PARIS



Pour les mariés, le cortège et les invités,
une prestigieuse collection **PRONUPTIA** et JACQUES HEIM

MAGASIN PRINCIPAL :
18, rue du Faubourg-Montmartre - 75009 PARIS
Tél. 770 23 79

**A PARIS, dans la région parisienne
et les principales villes de France et de l'étranger**

Catalogue couleur 88 pages à retirer au magasin.

Leurs enfants n'ont pas de problèmes à l'école alors que les petits Arabes sont souvent rejetés. Hélas, ce n'est pas facile de trouver une épouse quand on est Nord-Africain ! Très fier, timide, conscient du racisme et craignant les échecs, notre ami n'ose pas du tout aborder les jeunes filles.

M. et Mme Camille GAIMARD
73700 BOURG ST MAURICE

si nous voulons

Je tiens tout d'abord à féliciter le m.r.a.p. pour la réunion qui s'est tenue à Guéret le vendredi 3 février.

Elle a, à coup sûr, contribué à une plus grande prise de conscience — chez les personnes présentes dans la salle — de la gravité de ce fléau qu'est le racisme.

Fléau ! Le mot n'est pas trop fort : il suffit de lire droit et libéré ou d'autres périodiques pour comprendre à quel point la lutte pour la fraternité entre les hommes sera longue et difficile.

Si nous voulons — nous, démocrates — lutter contre le fascisme, nous devons commencer par informer largement le peuple. Il faut en effet dénoncer les agissements de l'extrême-droite, invalider les théories pseudo-scientifiques de ces « idéologues ».

Bruno DEPRESLE
23300 LA SOUTERRAINE

■ éditorial ■

l'afrrique aux africains ?

Les événements actuels font apparaître comme dérisoire le slogan « l'Afrique aux Africains », qui est censé inspirer la politique de la France. Après le Sahara Occidental et le Tchad, les forces militaires françaises ont été engagées directement au Zaïre. Nul doute qu'elles pourraient l'être dans d'autres pays du continent africain, où elles occupent des bases, si les gouvernements que soutient Paris s'y trouvaient en difficulté.

On ne peut certes rester insensible au cauchemar qu'ont connu les Européens de Kolwezi, dont 150 au moins ont été tués. Encore serait-il souhaitable, par delà le flot des informations souvent tendancieuses et contradictoires, que toute la clarté soit faite sur ce qui s'est réellement passé.

Quoi qu'il en soit, l'intervention du corps expéditionnaire français dépasse largement l'action humanitaire annoncée. Les images qui parviennent du Zaïre évoquent à s'y méprendre celle de la « pacification » en Algérie, où le Colonel Erulin (alors lieutenant) s'était déjà illustré. L'envoi de mercenaires ou d'une « force africaine » armés par la France ne modifiera pas les données du problème.

Défendre par la force un régime chancelant, que l'on reconnaît dictatorial et corrompu, c'est non seulement une ingérence flagrante dans les affaires d'un pays africain, c'est perpétuer l'état de choses qui a conduit à la tragédie récente. Tant que subsisteront ainsi des relations fondées sur la domination économique des puissances « blanches », sur la misère atroce des Africains et l'exploitation de leurs richesses nationales par des sociétés étrangères, les représentants de celles-ci risqueront inévitablement de subir, sur place, les conséquences des tensions.

Les conflits qui se développent en Afrique sont en fait des épisodes d'un long processus d'émancipation encore inachevé. De toute évidence, les tenants du vieux système colonial (plus ou moins rénové) ne renoncent pas à leurs avantages.

Et si, dans certains cas, les jeunes États concernés et les mouvements de libération font appel, eux aussi, à des soutiens extérieurs, on ne peut expliquer les évolutions en cours sans prendre en compte cette mutation fondamentale et ses finalités : l'indépendance véritable et le progrès des peuples africains, jusque là victimes d'une injustice et d'une oppression séculaires, l'affirmation de leurs droits, de leur identité et de leur dignité. La France, qui fut conquérante, mais qui est aussi le pays des Droits de l'Homme, n'aurait-elle pas intérêt, aujourd'hui, à se placer sur ce versant-là de l'histoire ?

Pour l'instant, les préjugés, les haines racistes du passé resurgissent sur les ondes et dans la plus grande partie de la presse, empoisonnent à nouveau les esprits, à la faveur de ces aventures africaines.

Début mai, les forces sud-africaines, pénétrant profondément en Angola, massacraient six cents réfugiés namibiens, hommes, femmes et enfants. Mais ce crime « blanc » n'émeut pas les défenseurs patentés de « la civilisation » : ce n'est qu'à propos des Noirs qu'il convient de parler de « sauvagerie », et seules les victimes « blanches » sont pitoyables, même si des centaines de Noirs ont été tués au Zaïre par d'autres Noirs et par des Blancs. Une fois de plus, la « solidarité raciale », détournant des sentiments humains légitimes, a été exploitée sans frein pour masquer les vrais problèmes.

De même, au plan économique, pour justifier la mainmise européenne, repaît l'idée que le dénuement de l'homme africain serait une fatalité inéluctable. On en revient à cette profession de foi que M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'Économie et des Finances, plaçait naguère en tête d'une brochure consacrée aux pays « sous-développés » : « Nous ne guéirons pas la misère du monde. Ni nous, ni d'autres. Cette misère, même si elle change avec le temps, est inscrite dans la fibre de l'espèce humaine, comme la maladie et la mort » (1).

Il est dommage, il est inquiétant, qu'à travers cet ensemble de conceptions, à l'occasion des interventions françaises, s'exprime une étroite concordance de vues, hautement proclamée à Prétoria, avec la politique et les desseins de l'Afrique du Sud raciste. Alors que devrait être célébrée, partout dans le monde, l'Année internationale de lutte contre l'apartheid.

Albert LEVY

(1) « Guérir la misère du monde », préface. Document établi par le ministère de l'Économie et des Finances pour la 1^{re} journée mondiale d'information sur le développement, 24 octobre 1973. (Imprimerie Nationale).

droit et liberté
mensuel

120, rue saint-denis, 75002 paris
téléphone 233.09.57 - c.c.p. 9239 81 paris

directeur de la publication : albert lévy

rédacteur en chef : jean-louis sagot-duvauroix

comité de rédaction : jean-pierre giovenco

michel bilis ; mireille carrère ; patrick kamenka ;
honoré kpointon ; félix lambert ; racine maïga ;
stéphane mayreste ; robert pac ; philippe porret ;
viviane rosen ; théo saint-jean ; yves thoraval ;
jean-yves treiber ; slimane zéghidour.

publicité : au siège du journal

ABONNEMENTS
● UN AN : 50 FRANCS ● SOUTIEN : 100 FRANCS
ANTILLES, REUNION, MAGHREB, AFRIQUE FRANCOPHONE : 55 FRANCS
LAOS, CAMBODGE, NOUVELLE-CALÉDONIE : 55 FRANCS
AUTRES PAYS : 75 F - CHANGEMENT D'ADRESSE : 2 F

L'apartheid une bonne affaire

L'Afrique du Sud est le seul pays développé du monde où 30 % des enfants ne vont pas à l'école, le seul pays développé du monde où le taux de mortalité infantile dépasse 30 % dans des régions entières, le seul pays au monde où le racisme soit la base de la politique d'État et le fondement de la législation.

Les dirigeants et les propagandistes sud-africains ont coutume de faire la comparaison entre la situation de leurs Noirs et celle des Africains qui vivent dans les pays sous-développés du continent. Ils savent ce qu'ils font. En effet, l'Afrique du Sud comporte l'étonnante particularité de contenir, par les vertus de l'apartheid, un pays colonisé, sous-développé, misérable sur le même sol qu'un des États les plus avancés économiquement. Bien entendu, la propagande raciste aligne des chiffres. Elle peut dire, en effet, que les travailleurs des mines consomment une quantité de calories nettement supérieure à la moyenne africaine. Comment pourrait-on faire descendre pour dix heures de travail harassant un homme qui n'aurait pas mangé la veille ? Ce que tait la propagande, c'est la nature de cette nourriture. La presse sud-africaine publie à l'intention des chefs d'entreprise des annonces faisant la réclame d'aliments pour Noirs, véritable *Canigou* pour êtres humains, qui constituerait « la manière idéale de maintenir (la) force de travail en bonne santé » sic. Et qui prépare cet aliment idéal ? La familière maison Royco !

Ce que tait la propagande, c'est que les improductifs — on les appelle là-bas « *indésirables* » — sont privés de tout moyen de subsistance. Qu'il n'y a pas d'allocation de chômage pour les Noirs. Que la déportation massive de ceux qui ne travaillent pas vers les zones arides et surpeuplées des bantoustans crée dans le pays le plus riche d'Afrique des poches de sous-développement qui n'auraient rien à envier aux régions les plus déshéritées du globe !

En fait, il s'agit pour le régime sud-africain de faire comme si les Noirs étaient génétiquement et culturellement voués au sous-développement, en s'appuyant sur les disparités héritées de la pénétration coloniale. Dès lors, on invente l'apartheid qui prétend permettre un développement séparé et adapté de chaque groupe vivant en Afrique du Sud, mais qui a en fait pour objectif d'interdire les voies du développement à l'immense majorité du peuple tout en lui niant tout droit réel à l'expression nationale. Le pays appartient aux Blancs qui l'ont conquis et qui en auraient seuls permis la mise en

valeur. Les Noirs doivent donc se soumettre au droit de conquête, au droit qu'ont les conquérants à bénéficier seuls de la terre dont ils se sont rendus maîtres par les armes.

De ce point de vue, l'apartheid ressemble fort à n'importe quel système colonial.

Il y a pourtant une différence. Ces Noirs que l'on maintient par les lois racistes dans des villes sans équipement, à qui l'on dispense une culture au rabais destinée seulement à les rendre plus productifs, qu'une propagande odieuse présente comme de grands enfants emplumés et superstitieux sont pour la plupart intégrés dans la grande production industrielle. Le soir, ils rentrent dans leurs ghettos misérables ; mais le jour, ils travaillent à construire les citées ultra-modernes où vit la minorité blanche. On les voudrait tribalisés, moyenâgeux mais l'im-

mense brassage provoqué par le développement des villes et de l'industrie, l'expérience et la technique acquises dans les usines dissolvent les traditions périmées. D'un certain point de vue, un ouvrier sud-africain est beaucoup plus proche d'un ouvrier français, soviétique, allemand ou américain que d'un cultivateur malien ou centrafricain. Les luttes se ressemblent, des syndicats se constituent dans une semi-clandestinité, des rapports de force s'établissent.

C'est que l'Afrique du Sud est un pays développé. Quoi que l'imagination malade des juristes de l'apartheid puisse imaginer pour maintenir les masses africaines à la lisière du développement, il faut bien accepter leur rôle irremplaçable comme force de travail, il faut bien leur ouvrir les portes des usines, des trains, des villes.

Le racisme de l'apartheid, c'est justement le moyen inventé pour maintenir sur ce pays le système colonial alors que partout ailleurs l'histoire lui a fait un sort.

Car en fonction de cette situation particulière, le racisme est une bonne, une très bonne affaire. Pensez donc : les salaires d'un pays sous-développé avec l'infrastructure d'un riche pays industriel ; une classe ouvrière formée au travail en usine mais des lois qui s'apparentent à celle qui régissaient le travail forcé dans les colonies jusqu'après la guerre de 1939 : le paradis, *la ville à la campagne* comme dirait Alphonse Allais !

Toutes les lois racistes sans exception ont été dictées par la nécessité de maintenir cette situation : le travail réservé, pour boucher

tout avenir professionnel aux Noirs ; l'éducation *bantoue* pour leur interdire la connaissance ; les bantoustans pour créer une armée de réserve de chômeurs et détourner les revendications nationales ; l'interdiction pour les Noirs de posséder des biens fonciers pour permettre leur mobilité et de pouvoir les parquer dans des conditions infrahumaines ; les lois répressives enfin qui mettent hors la loi toute possibilité pour eux d'exprimer leur aspiration à bénéficier des fruits de leur travail, à l'indépendance et à la liberté. Pour parachever ce sinistre édifice, les mesures ridicules et significatives pour préserver la *pureté raciale* des Blancs, l'interdiction des mariages et même de toute relation sexuelle interracial montrent bien sur quel type d'idéologie s'enracine une situation aussi rétrograde, aussi révoltante.

On comprend dès lors la frénésie d'investissements étrangers dans ce pays *de rêve*. On comprend aussi pourquoi un mouvement antiraciste comme le *map* doit s'en préoccuper directement. C'est en partie pour ces investissements étrangers qu'existe l'apartheid. C'est en partie à cause d'eux qu'il survit.

Les firmes occidentales qui investissent en Afrique du Sud pratiquent les lois de l'apartheid. Elles pratiquent les discriminations de salaire, la répression syndicale ; elles réalisent de ce fait d'énormes profits. Les firmes qui commercent avec l'Afrique du Sud profitent également des conditions créées par l'apartheid. En particulier pour tout ce qui tourne autour des besoins stratégiques d'un régime qui crée par son existence même une lourde menace pour la paix de l'Afrique et du monde. On sait que c'est particulièrement dans ces domaines que les exportateurs français sont actifs.

Même le timide « *code de conduite* » proposé du bout des lèvres par les ministres des Affaires Étrangères de la C.E.E. a été publiquement refusé par le C.N.P.F. après avoir également été rejeté avec mépris par les patronats allemands et belges. Il est vrai qu'on s'était prudemment gardé de lui donner tout aspect contraignant.

Les antiracistes ne peuvent accepter qu'au nom de la loi égoïste du profit, d'un profit qui d'ailleurs ne rapporte qu'à une poignée de privilégiés, on sacrifie ce qui pour eux fait l'honneur de la France : son attachement partout dans le monde à la liberté, à l'égalité, à la fraternité. Mais surtout, ils ne peuvent accepter que des entreprises françaises nationales ou privées mêlent le nom de ce pays au système d'exploitation le plus profondément abject qui subsiste aujourd'hui dans notre monde.

Dans ce numéro spécial, *droit et liberté* a voulu leur donner un instrument de travail pour qu'ils puissent connaître avec précision l'étendue de la collaboration économique franco-sud-africaine et ses implications pour les peuples des deux pays.

Jean-Louis SAGOT-DUVAUROUX

droit et liberté n° 370 juin 1978



Explorez-vous les possibilités d'investissement en Afrique du Sud ?...

Publicité parue dans un n° de *La Cité* consacré à l'Afrique du Sud. Sans commentaire.

qu'allons nous faire dans cette galère ?

On ferme des mines en France mais on importe massivement du charbon sud-africain. On ferme des entreprises, mais les banques nationalisées ouvrent largement le crédit pour les firmes françaises qui veulent investir au pays de l'apartheid. Les liens économiques entre la France et l'apartheid ne sont pas profitables pour tout le monde.

Au cours d'une interview donnée à l'Agence France Presse du 9 mars 1978, le Premier Ministre sud-africain Vorster déclarait : « *Si les relations officielles avec la France laissent à désirer, ce n'est pas la faute de l'Afrique du Sud. Mais les relations individuelles entre hommes d'affaires des deux pays, sont, elles, très bonnes pour autant que je sache* ». Quelques mois auparavant, en août 1977, Louis de Guiringaud, lors d'une tournée en Afrique australe, affirmait : « *Je pense qu'à la suite de mon voyage, les entreprises françaises se sentiront moins encouragées à investir en Afrique du Sud* ».

Si le gouvernement français a été conduit à prendre quelque distance à l'égard des régimes d'apartheid — cédant ainsi à la réprobation de l'opinion africaine et mondiale — notamment en décidant de ne pas

poursuivre ouvertement des ventes d'armes à Pretoria, les relations entre les gouvernements français et sud-africain restent fort cordiales.

Les chefs d'entreprise français, avec l'appui de l'État, tentent de renforcer leur pénétration du marché sud-africain. Ils le font alors que certains groupes bancaires et industriels nord-américains, britanniques, hollandais, montrent quelques hésitations à développer leur activité dans ce pays.

Le commerce entre la France et l'Afrique du Sud, tout en ne représentant toujours que 4,5 % des échanges sud-africains, a connu une progression continue au cours des dernières années. Pour la première fois en 1977, la balance est excédentaire en faveur de l'Afrique du Sud. En 1975, le montant des exportations françaises vers l'Afrique du Sud s'élevait à 259 millions de rands (1.473

	blancs	noirs
Population	4,5 millions	21,6 millions
Superficie allouée	87 %	13 %
Part du revenu national	75 %	25 %
Écart moyen des salaires	14	1
Minimum du revenu imposable	750 rands	360 rands
Nombre de médecins par habitant	1 pour 400	1 pour 44 000
Mortalité infantile	27 %	200 % dans les villes 400 % à la campagne
Dépense par écolier et par an	696 dollars	45 dollars
Nombre d'élèves par enseignant	22	60

D'après Le Courrier de l'UNESCO, novembre 1977

millions de francs français), tandis que les importations françaises vers l'Afrique du Sud se montaient seulement à 111 millions de rands (631 millions de francs français). Les chiffres ont augmenté en 1976 et 1977.

L'une des raisons du déséquilibre croissant provient de l'augmentation sensible des exportations de matières premières minières de l'Afrique du Sud vers la France. François Ricaud, secrétaire du Comité France-Afrique du Sud du C.N.P.F., pouvait déclarer récemment : « Depuis 5 ans, nous obtenons des résultats très appréciables dans ce pays qui est pourtant d'influence anglo-saxonne. Entre 1974 et 1976, nos exportations ont augmenté de 40 % en valeur contre 20 % seulement vers le reste du monde. Nous voulons continuer d'y faire des affaires ». Le quotidien *Les Echos* du 12 janvier 1978 titrait : « Pour son approvisionnement minier, la France dépend de plus en plus de l'Afrique du Sud ». Les importations en provenance d'Afrique du Sud représentent 49 % des achats français de manganèse, 26 % pour l'antimoine, 25 % pour le vanadium, 20 % pour le chrome, 19 % pour le platine. L'Afrique du Sud fournit également 25 % des importations françaises de charbon. Les achats sont notamment effectués par l'E.D.F. pour l'approvisionnement de ses centrales thermiques.

La France a passé des contrats avec l'Afrique du Sud pour son approvisionnement en uranium (officiellement 6 % des achats français d'uranium). L'Afrique du Sud s'applique d'ailleurs à insister sur son rôle de pourvoyeur de matières premières pour exiger un soutien de la part des grands pays capitalistes. C'est ainsi que le docteur Jan du Plessis, directeur du centre de recherche de l'institut sud-africain des relations extérieures, précisait, lors d'une conférence en octobre 1977, à Johannesburg, que :

Les États-Unis importent d'Afrique du Sud 98 % de leur cobalt, 80 % de leur platine, 91 % de leur chrome, 36 % de leur vanadium.

La Grande-Bretagne dépend de l'Afrique du Sud pour 46 % de son chrome, 35 % de son manganèse, 51 % de son vanadium, 84 % de son or.

La Communauté Économique Européenne est également en situation de dépendance : la République Fédérale allemande importe en particulier 100 % de son uranium, de son antimoine, de son cobalt.

En même temps que l'Afrique du Sud raciste insiste sur son rôle stratégique dans l'Atlantique Sud (65 % du pétrole du Moyen-Orient empruntent la route du Cap), Pretoria tire argument de son rôle de réservoir de matières premières stratégiques du monde libre. D'après le Minerals Bureau sud-africain, les réserves minières sud-africaines en 1976 représentent par rapport aux réserves mondiales : antimoine : 7 % ; amiante : 10 % ; minerai de chrome : 80 % ; minerai de manganèse : 50 % ; nickel : 50 % ; platine : 85 % ; or (métal) : 60 % ; uranium

(métal) : 15 % ; vanadium : 50 % ; zinc : 9 %.

L'argumentation sud-africaine est d'ailleurs plus sophistiquée : par ses richesses en matières minières stratégiques, le pays de l'apartheid dispense le monde libre d'une trop grande dépendance vis à vis de l'Union Soviétique.

Il est à noter que les investissements des groupes miniers français sont fort importants et représentent une part non négligeable et croissante des investissements français en Afrique du Sud. Le Bureau des Recherches Géologiques et Minières (B.R.G.M.) participe à la prospection, en particulier en Namibie. La C.F.P. (Total) contribue pour 10 % aux investissements de la mine d'uranium de Rössing en Namibie. Péchiney Ugine Kuhlmann, par le biais de sa filiale SOGEREM, extrait du chrome. Le groupe Rothschild est également présent dans le secteur minier. Des sociétés de placement sur la Bourse de Paris (SICOVAM, Société d'Épargnes Immobilières, Aciers Investissements) s'intéressent de très près au secteur minier sud-africain ainsi que des groupes bancaires (Banque Louis Dreyfus, Banque de l'Union Parisienne, Banque de Paris et des Pays-Bas — laquelle est reliée au groupe anglo-américain Harry Oppenheimer —). Dans le pétrolier, le groupe Total a de pressants intérêts en Afrique du Sud et en Rhodésie. Le groupe Elf-Aquitaine prospecte au large des côtes de Namibie. Outre les grands contrats d'infrastructures et d'équipement (centrale nucléaire de Koeberg,

mines Sasol I et Sasol II), la prospection et l'extraction minières sont l'une des cibles des groupes français. Les investissements français progressent de façon continue :

1966 : 201 millions de rands

1970 : 442

1970 : 818

(soit 4,5 milliards de francs français).

Ils concernent plus de 85 entreprises françaises. Celles-ci sont encouragées dans leurs actions par les crédits de l'État et des banques nationalisées. C'est ainsi que l'Afrique du Sud raciste devient un champ de redéploiement des sociétés multinationales à base française. Celles-ci sont attirées par une main-d'œuvre à bon marché, à leurs yeux surexploitable du fait du régime d'oppression raciste et sociale. En Namibie, elles participent à une véritable spoliation des réserves de ce pays, en infraction avec les décisions de l'ONU et de la Cour Internationale de La Haye.

C'est une politique à courte vue, rivée sur le profit immédiat, et qui postule que les peuples d'Afrique australe ne secoueront pas le joug de l'oppression. Or, de Soweto à Windhoek, en passant par Umtata, les luttes de libération nationale s'amplifient avec succès dans le cône sud de l'Afrique. Le gouvernement français semble totalement perdre de vue cette simple réalité : en l'an 2.000, l'Afrique du Sud comptera 48 millions d'habitants et parmi eux 37 millions de Noirs qui auront enfin conquis leur libération.

Françoise LE FLOHIC

et l'Afrique

Les entreprises qui profitent de leur liens honteux avec l'apartheid ignorent superbement la volonté de libération et de justice des peuples d'Afrique. Ceux-ci, pourtant s'éveillent et la collaboration avec les racistes fait peser de graves dangers sur l'avenir des relations entre la France et les peuples épris de liberté.

Au début de l'année, le Nigéria décidait de retirer plusieurs millions de dollars de la Barclays Bank, l'une des principales institutions financières britanniques. En même temps, un tiers du personnel européen travaillant pour la Barclays au Nigéria se voyait prier de quitter le pays. Quelques semaines auparavant, le président de la Barclays, M. Anthony Tuke avait solennellement réaffirmé sa volonté de rester en Afrique du Sud...

L'affaire de la Barclays Bank marque un tournant parce que c'est la première fois qu'un pays africain sanctionne une firme étrangère pour sa présence en Afrique du

Sud. Les Nigériens sont d'ailleurs bien décidés à ne pas s'arrêter là. En août 1977, le général Olosegun Obasanjo, chef de l'État nigérian, avait annoncé, au cours de la conférence des Nations Unies contre l'apartheid qui se tenait à Lagos, qu'à l'avenir le Nigéria ne signerait plus aucun contrat avec des sociétés possédant des intérêts en Afrique du Sud.

Si l'on en croit une publication suisse spécialisée dans la vie des affaires, plusieurs sociétés européennes ont déjà été contraintes d'accepter l'insertion dans leurs contrats d'une clause par laquelle elles déclarent sur l'honneur n'avoir jamais eu et ne pas avoir

d'intérêts en Afrique du Sud. Le Nigéria, qui est membre du Conseil de Sécurité des Nations Unies depuis le début de l'année, multiplie en outre les efforts, dans toutes les instances internationales, pour obtenir l'interdiction des investissements étrangers en Afrique du Sud et la mise en place d'un embargo sur les exportations de pétrole vers le pays de l'apartheid.

Peu après qu'ait éclaté l'affaire de la Barclays, le secrétaire au Foreign Office, M. David Owen, déclarait que « la position de dépendance de la Grande Bretagne à l'égard de l'Afrique du Sud » n'était « pas saine » et qu'elle risquait d'entraver la poursuite « d'une politique étrangère et d'une politique économique cohérentes et viables ». C'est que, même s'il fait encore cavalier seul, le Nigéria est un gros morceau. Ce pays, dont l'ambassadeur permanent des États Unis à l'ONU, M. Andrew Young disait au début de 1977 qu'il est « la clé du problème africain » est, avec 80 millions d'habitants, de loin le plus peuplé du continent. Il est aussi, de toute l'Afrique noire, l'un des plus riches en potentialités.

Le Nigéria est en effet le premier producteur de pétrole du continent africain avec une production qui atteignait en 1976 102 millions de tonnes ce qui représentait en valeur 46,3 milliards de francs, soit 44 % de son produit national brut. En l'espace de cinq ans, entre 1971 et 1976, ses exportations ont été multipliées par 5 et ses importations par 4,6. L'argent du pétrole lui permet en outre d'offrir d'immenses possibilités aux investisseurs de tous bords et les hôtels de Lagos affichent complet à longueur d'année.

Les principaux partenaires commerciaux du Nigéria sont les Européens avec 54 % du total, suivis par les États Unis, de loin le principal acheteur de pétrole nigérian (60 %). Des pays européens c'est la Grande Bretagne qui occupe la première place (environ 25 % du total), puis viennent l'Allemagne Fédérale (10,5 %), les Pays Bas (8,8 %) et la France (8,5 %). Le Nigeria est, en dépit des liens traditionnels de la France avec ses anciennes colonies, devenu notre premier partenaire commercial en Afrique noire. Il occupe le 15^e rang parmi nos clients étrangers (avant la Norvège, la Tunisie, la Côte d'Ivoire et... l'Afrique du Sud) et la 16^e place parmi nos fournisseurs.

En ce qui concerne les investissements, les États Unis viennent largement en tête, devant la Grande Bretagne et l'Allemagne fédérale. La France occupe le 5^e rang. Elle y est notamment représentée par l'UBA (United Bank for Africa), première banque du Nigéria, la SCOA (Société commerciale de l'ouest africain), la CFAO (Compagnie française pour l'Afrique de l'ouest) et Peugeot pour ne citer que les plus importantes.

Qu'il s'agisse du commerce ou des investissements, les États qui occupent les premières places au Nigéria sont, on le voit, les mêmes qui soutiennent, par les relations économiques qu'ils entretiennent avec lui, le

régime de l'apartheid. Une situation qui devrait faire réfléchir banquiers et chefs d'entreprises... D'autant que le Nigéria est loin d'être le seul pays d'Afrique à avoir des liens économiques étroits avec les occidentaux. C'est aux Européens et aux Américains que profite essentiellement, en termes d'investissements et de commerce, le développement du continent noir. Et c'est aussi vers eux que vont les fabuleuses richesses que recèle son sous-sol. Alors, si un jour, la politique nigérienne devenait celle de toute l'Afrique ? Si les Africains refusaient le double jeu des occidentaux ?

80 % à 90 % des échanges extérieurs de l'Afrique se font avec le monde occidental, notamment la Grande Bretagne, la France, les États Unis, le Japon et l'Allemagne fédérale. La valeur des échanges entre les pays de l'OCDE et les pays africains, à l'exclusion de l'Afrique du Sud, se situe dans une moyenne mensuelle d'environ 3 500 millions de dollars. Pour l'Afrique du Sud, la moyenne mensuelle est d'environ 450 millions de dollars. En décembre 1977 par exemple, les échanges des États Unis avec l'Afrique du Sud atteignaient 83,7 millions de dollars contre 423,6 millions de dollars pour le reste du continent. La valeur des échanges commerciaux de la France avec Pretoria, pour la même période, était de 24,49 millions de dollars contre 691,73 millions de dollars pour le reste du continent. Pour la Grande Bretagne, la même comparaison chiffrée donne respectivement 96,49 et 460,63 millions de dollars ; pour la République fédérale allemande, 121,3 et 610,6 millions de dollars.

Les occidentaux sont aussi les principaux investisseurs étrangers sur le continent noir. Il n'est guère de secteur, minier, industriel ou commercial, où ils ne soient présents. Le total des actifs des pays membres de l'OCDE dans le secteur privé africain, sauf l'Afrique du Sud atteignait en 1972 9,4 milliards de dollars. Principaux pays d'implantation : le Nigéria, la Libye, le Zaïre, le Gabon, le Ghana, le Libéria et la Côte d'Ivoire ou 40 % du secteur industriel est aux mains d'intérêts français.

Débouchés pour les produits de l'industrie

Dominique LAGARDE



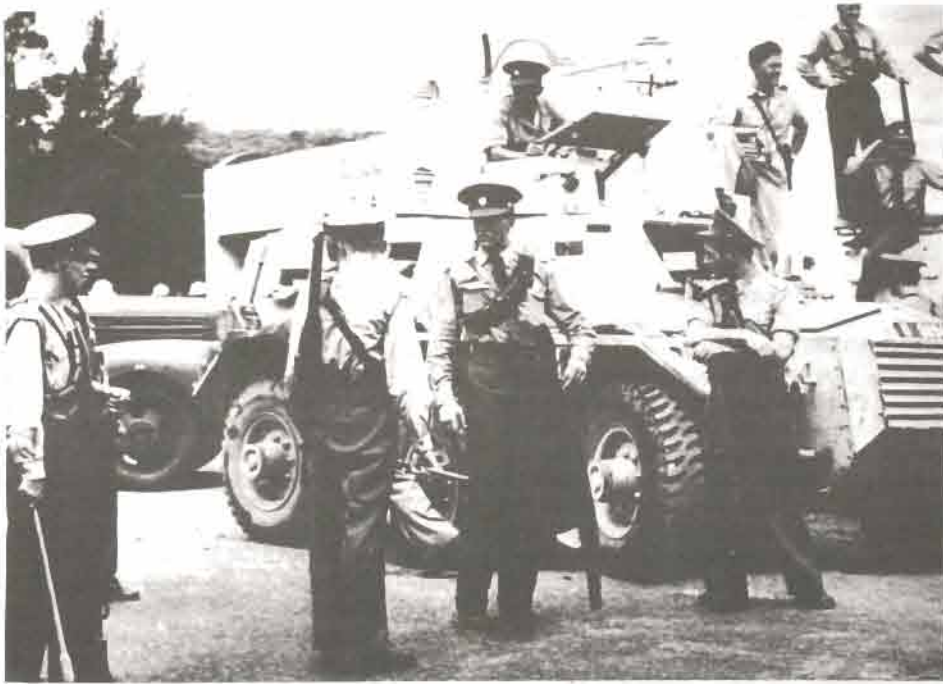


Image de la répression en Afrique du Sud.

« ils sont là tous les jours »

Une atmosphère irrespirable, c'est dans la vie quotidienne des Noirs et des Blancs d'Afrique du Sud le résultat de l'apartheid. Un journaliste français témoigne.

« Vous pourrez enquêter comme vous l'entendez. Nous n'avons rien à cacher. Vous verrez, il n'y a pas beaucoup de pays au monde où la presse soit aussi libre qu'en Afrique du Sud », m'avait dit Louis Pienaar, l'ambassadeur de ce pays à Paris, en me promettant le visa que je sollicitais depuis des mois. D'une certaine manière, il disait vrai : au cours de mon séjour (c'était l'an dernier), je fus frappé par l'indépendance de ton de bien des journaux, qui ne se privaient pas de critiquer la politique d'apartheid du pouvoir. J'aurais pu me laisser prendre à cette apparence de liberté d'expression...

Mais, le soir même de mon arrivée à Johannesburg, alors que j'essayais de fixer des rendez-vous par téléphone, l'un de mes correspondants me coupa : « Ne parlez pas trop ; venez m'expliquer ici ce qui vous amène. » Ce n'était pas un chef de parti politique clandestin, mais un responsable d'Église. Je commençais à comprendre.

Une autre fois, à l'Institut chrétien d'Afrique australe, le pasteur Brian Brown

m'entraîna dans une petite pièce apparemment réservée au classement d'archives et peu faite pour recevoir des visiteurs. « On ne sait jamais, s'excusa-t-il, la semaine dernière, la police de sécurité a perquisitionné dans nos locaux. Ils n'auront pas eu l'idée de poser des micros dans ce recoin ». Comme je m'étonnais de cette « mise en scène », il m'expliqua : « Le gouvernement tolère les critiques de la part de certains journaux ou universités pour qu'on ne puisse pas l'accuser de dictature. Mais la marge de liberté réelle est très réduite. On ne sait jamais jusqu'où on peut aller. »

Depuis, l'Institut chrétien a été interdit, ses dirigeants « bannis », c'est-à-dire assignés à résidence et privés de leurs droits civiques pour cinq ans ; le pasteur Brown a préféré s'exiler.

Combien en ai-je vu de ces gens qui fermaient portes et fenêtres avant de répondre à mes questions, qui se taisaient si quelqu'un entrant, qui débranchaient la fiche de leur téléphone de peur que celui-ci ne

recèle un dispositif d'écoute électronique ? Précaution sans doute inutile, mais significative de l'état d'esprit de mes interlocuteurs. Même des privilégiés du « système » manifestaient leur inquiétude. Tel ce cadre supérieur de la Chambre des mines auquel on m'avait envoyé tout à fait officiellement. Après m'avoir exposé pendant quelques minutes les chiffres de la production aurifère du Witwatersrand, il s'interrompit, changea de ton et murmura en se penchant sur son bureau : « Vous voulez savoir ce que je pense vraiment de la situation ici ? Mais alors ne me citez pas. Je risquerais d'avoir des ennuis. »

Temba Nolutshungu non plus ne voulait pas être cité. Ce jeune Noir du Cap, membre de l'Institut des relations raciales, venait de connaître la prison et craignait d'y retourner. On l'avait torturé. Il avait commis le crime de discuter publiquement des causes de la grande révolte de Soweto, en juin 1976. Cinq jours après notre rencontre, il était de nouveau arrêté. J'ignore ce qu'il est devenu.

« Ne me citez pas. Je suis plus utile en liberté que détenu ; il y a si peu de prêtres africains... », m'avait demandé, pour sa part, le P. Smangalis Mkhathshwa, seul secrétaire noir de la Conférence des évêques catholiques. Depuis, il a été arrêté et « banni » pour cinq ans. Cette peine vient d'ailleurs d'être levée sur la pression de l'épiscopat. En Afrique du Sud, j'ai vu comment on pouvait avoir peur. Pour sa liberté, pour sa vie. Cette peur, je l'ai lue dans les yeux de Richard Turner, ancien professeur à l'Université du Natal, dont la peine de bannissement devait s'achever cette année. Au moindre crissement de pas sur le gravier, au moindre claquement de portière dans la rue, il se montrait nerveux, craignant que ce ne fut la police. Il avait le tort d'être marxiste. Des inconnus l'ont assassiné en janvier. Il avait trente-huit ans ; il était blanc.

Son ami Steve Biko, le père de la Conscience noire, semblait — lui — n'avoir peur de rien. A King William's Town, où il était assigné à résidence, nous avons parlé longuement dans ma voiture. Sous le regard de deux policiers, qui se trouvaient derrière, dans un autre véhicule. Comme je m'en inquiétais, il me répondit : « Ne t'en fais pas ; ils sont là tous les jours. » Steve est mort en prison le 12 septembre dernier. Sous la torture.

Au terme de mon reportage, la police de sécurité a sans doute voulu me convaincre qu'elle existait bien — au cas où j'en aurais douté. Cinq de ses agents m'attendaient à l'aéroport Jan Smuts de Johannesburg. Tandis qu'ils forçaient ma valise, photographiaient certains de mes documents, copiaient des noms et adresses, j'informais leur chef de ma volonté de protester auprès de leur ambassadeur à Paris contre cette atteinte à la liberté de la presse. « C'est ça, me rétorqua-t-il en riant, protestez ! De toutes façons, c'est à nous qu'on transmettra votre plainte ».

Joseph LIMAGNE

partenaires de l'apartheid

Pourquoi dresser la liste de toutes les entreprises françaises qui collaborent avec l'Afrique du Sud raciste ? Cette liste montre tout d'abord à quel point l'économie française est impliquée dans cette collaboration. Elle informe également les femmes et les hommes qui y travaillent d'un aspect de l'activité de leur secteur le plus souvent tenu soigneusement caché en raison de l'impopularité croissante de l'apartheid dans le monde. Elle peut permettre d'engager partout des actions pour moraliser la vie économique de notre pays et la mettre plus en rapport avec les condamnations officielles du racisme sud-africain. D'ailleurs, des actions de ce type ont déjà abouti à des résultats importants aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou en Hollande par exemple (voir encadré p. 12).

Bien sûr, toutes les entreprises citées ne peuvent être mises sur le même plan. Pour certaines, la collaboration avec l'Afrique du Sud est très périphérique et peut-être parfois accidentelle. Pour d'autres, c'est au contraire un aspect déterminant de leur activité.

La liste se subdivise en trois grandes sections : les établissements contrôlés par l'État, les grands groupes financiers, les autres sociétés que l'on a regroupé par secteurs de l'économie.

Cette liste n'a cependant pas la prétention d'être exhaustive. Elle est susceptible de modifications ou de compléments. Nous les accueillerons avec intérêt pour affiner encore cet instrument d'information.

sociétés dépendant de l'état

40 établissements contrôlés par l'État ont — ou ont eu — des liens avec l'Afrique du Sud raciste. On remarquera bien sûr tout le secteur de l'armement, de l'aéronautique, de l'énergie et du nucléaire qui sont évidemment les aspects déterminants de cette collaboration et qui donnent une étrange résonance au slogan du président de la République : « L'Afrique aux Africains ». Mais il n'est pas inintéressant non plus de constater, par exemple, les liens entre l'Éducation Nationale et les services de propagande sud-africains. Cela explique-t-il ceci ?

1. Agence pour la Coopération Technique, Industrielle et Économique (ACTIM), Paris.

L'ACTIM a organisé un colloque en août-septembre 1977 sur les techniques françaises d'irrigation et a invité une délégation de fonctionnaires sud-africains (Ministère des Affaires bantoues). A la suite du colloque, la délégation a rencontré le BRGM et les fabricants de matériel hydraulique. (voir BRGM).

2. Agence Nationale de Valorisation de la Recherche (ANVAR), Neuilly/Seine.

Correspondants en Afrique du Sud : Inven-dicor ; South African Inventions Development Corporation. 34 brevets français ont été cédés à l'Afrique du Sud (1974).

3. Airbus Industrie, voir S.N.I.A.S.

4. Air France, Paris.

Agence de vente en Afrique du Sud, Johannesburg.

5. Alliance Française, Paris.

En Afrique du Sud et en Namibie : French South African Cultural Center. Dans 14 villes (1976). Enseignement privé dispensé uniquement à des étudiants blancs.

6. Association Technique Interministérielle des Transports (ATITRA), Paris.

Vols spéciaux pour jeunes à Johannesburg.

7. Banque Française du Commerce Extérieur (B.F.C.E.), Paris.

1970, ouverture d'un bureau avec le Crédit Lyonnais à Johannesburg ; 1975, Représentation permanente, Johannesburg. (Actionnaires : Banque de France, Caisse des Dépôts et Consignations, Crédit National, Caisse Nationale de Crédit Agricole, BNP, Crédit Lyonnais, Société Générale, Caisse Centrale de Coopération Économique. Directeur : François Giscard d'Estaing, cousin du président de la République).

Depuis 1967, la BFCE apporte « son concours au financement fort complexe et souvent aléatoire d'importants ouvrages de travaux publics, particulièrement en Afrique du Sud... » (Rapport de 1971). Elle a financé, avec d'autres banques françaises, d'importantes réalisations entreprises par les sociétés d'État sud-africaines ESCOM (énergie électrique), ISCOR (sidérurgie), IDC (industries) et pour l'achat d'équipements français. Les prêts ont été consentis à des conditions très avantageuses pour l'Afrique du Sud et les entreprises privées fournissant le matériel français (CEM, Alstom-Savoisienne, etc...)

8. Banque Nationale de Paris, BNP.

1970. Diffusion d'une brochure de présentation de l'Afrique du Sud pour inciter les investisseurs français à s'intéresser à ce pays. Membre de ABECOR (Associated Bank-sof Europe Corporation), consortium de banques européennes représenté en Afrique du Sud.

9. Bureau d'Études Industrielles et de Coopération de l'Institut Français du Pétrole (B.E.I.C.I.P.), Rueil-Malmaison.

1968. Représentation en Afrique du Sud, Johannesburg.

10. Bureau de Recherches Géologiques et Minières (B.R.G.M.), Paris.

1973. Le BRGM signe un accord avec la société d'État pour l'exploration pétrolière SOEKOR. Travaux pour le compte du gouvernement sud-africain en Namibie.

1977. Le BRGM reçoit la mission de fonctionnaires sud-africains invités par l'ACTIM et comprenant l'adjoint au directeur des Affaires bantoues et le directeur du ministère de l'agriculture. La visite a été gardée secrète jusqu'à la dernière minute.

11. Bureau Véritas, Paris.

12. Centre Français du Commerce Extérieur, Paris.

Publications à l'intention des investisseurs français : Fiche Technique Afrique du Sud (1968, 1972) ; Fiche de renseignement sur les conditions de vie des expatriés français en Afrique du Sud (1975) ; Dossier Commercial de base (1975). Organise des journées d'études et des séminaires pour les industriels français ainsi que des voyages d'études et des missions en Afrique du Sud. Travaille directement avec les centres d'expansion économique installés à Prétoria, Johannesburg et Le Cap.

13. Centre National d'Études Spatiales, (C.N.E.S.), Paris.

1965. Construction d'une station d'écoute de satellites à Paardefontein.

14. Charbonnages de France (CDF), Paris.

1978. Azotes et Produits Chimiques (A.P.C.), filiale de CDF-Chimie, conclut un accord avec la firme sud-africaine FEDMIS pour la construction d'une usine d'engrais pour la valeur de 23 millions de francs. 1978. Création d'une filiale (la seule à l'étranger) de CDF-Ingénierie (Lans), France-Africa Mining Engineering (Pty) Co, (FAME), Johannesburg.

15. Comité Permanent des Foires et Manifestations Économiques à l'Étranger, Paris.

Assistance pour les entreprises françaises participant aux foires sud-africaines.

16. Comité pour la Promotion à l'Étranger de Salons Français, Paris.

Représentation à Johannesburg. Assistance pour les entreprises sud-africaines participant aux salons professionnels en France.

17. Commissariat à l'Énergie Atomique, Paris.

Échanges de missions avec l'office sud-africain AEB, Atomic Energy Board. Formation d'atomistes sud-africains en France.

1977. COGEMA (filiale du CEA) accorde un prêt sans intérêt de 103,5 millions de dollars au groupe sud-africain Johannesburg Consolidated Industries pour développer une nouvelle mine d'uranium dont la France achètera la totalité de la production pendant 10 ans. Le prix de la livre d'uranium, 27 dollars, sur laquelle les deux parties sont d'accord, est inférieur au prix mondial (40 dollars).

18. Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur, (COFACE), Paris.

« La COFACE considère l'Afrique du Sud parmi les meilleurs risques de tous les pays » (interview d'un porte parole dans le Sunday Times de Johannesburg, septembre 1976). Tous les contrats français en Afrique du Sud garantis par la COFACE, y compris certaines ventes d'armes.

19. Compagnie Générale Maritime (CGM), Puteaux, Dunkerque, Marseille, Le Havre.

En Afrique du Sud : Johannesburg ; représentants : Le Cap, Durban, East London, Port Elizabeth. En Namibie : Walvis Bay. Fusion de la Compagnie des Messageries Maritimes et Générale Transatlantique.

En 1970, Mme Valéry Giscard d'Estaing a baptisé le premier de trois navires commandés par les Messageries Maritimes pour desservir l'Afrique du Sud. Depuis 1977 membre du groupement maritime South Africa Europe Container Service.

20. Crédit Lyonnais, Paris.

Représentation commerciale, Johannesburg.

Depuis 1965 a effectué plusieurs prêts aux sociétés d'État sud-africaines IDC (industrie), Général Mining, ISCOR (sidérurgie), ESCOM (énergie électrique), South African Harbours and Railways (ports et chemins de fer). Le Crédit Lyonnais a notamment accordé un prêt pour la durée de 12 ans à l'Afrique du Sud pour lui permettre de financer 85 % du contrat d'achat de la centrale nucléaire de Koeberg, en liaison avec la banque Indosuez.

21. COMEX, Marseille. En Afrique du Sud, Le Cap.

Le Crédit Lyonnais détient 18 % du capital

de cette société de travaux sous-marins. 13 % appartiennent à la Compagnie Française des Pétroles-Total.

22. Délégation Ministérielle pour l'Armement, Paris.

Direction Technique des Armements Terrestres (D.T.A.T.)

Depuis 1965 ventes à l'Afrique du Sud d'armes de tous types, missiles anti-chars ENTAC et mitrailleuses 60 mm et 90 mm ainsi que les licences pour fabriquer ces armes. L'hebdomadaire Défense et Diplomatie (1-7-76) a signalé une commande sud-africaine de chars AMX qui n'a jamais été confirmée.

Direction Technique des Constructions Navales (D.T.C.N.)

Commandés en 1976 par la marine sud-africaine et construits par l' Arsenal de Lorient, deux avisos n'ont pas été livrés à cause de l'embargo décidé par le Conseil de Sécurité de l'ONU en novembre 1977

23. Électricité de France (EDF), Paris.

Une mission de la direction du personnel de l'EDF s'est rendue en Afrique du Sud en 1973 « pour étudier les solutions de l'ESCOM au problème de perfectionnement du personnel ».

L'EDF (Direction de la production) a été étroitement associée aux négociations qui ont

abouti, en 1976, à la signature du contrat de construction de la centrale nucléaire de Koeberg. Son rôle consiste à fournir les plans pour l'architecture de la centrale et à former le personnel sud-africain. Plusieurs dizaines d'ingénieurs sud-africains sont arrivés en France à la fin de 1977 pour recevoir une formation dans les centres EDF de la région lyonnaise.

L'EDF est un important client du charbon sud-africain (1,4 million de tonnes en 1976).

24. Havas, Paris.

Publicité pour postes à pourvoir en Afrique du Sud.

25. Office Français d'Exportation de Matériel Aéronautique (OFEMA), Paris. Représentation en Afrique du Sud, Pretoria.

Assure la vente des avions et hélicoptères français.

26. Régie Nationale des Usines Renault (RNUR), Boulogne-Billancourt. Filiale en Afrique du Sud : Renault Africa Johannesburg, Usine à Port Elizabeth.

Associé à Peugeot dans Rosslyn Motor Assemblers (Renault : 26 %) dont l'usine se trouve dans une zone dite frontalière où il n'y a pas de SMIG.

En coopération avec WESCO, Durban, construit la R 5. Accroît ses investissements en 1978.

27. Renault-Saviem, Suresnes. Filiale : SAVIEM Africa (Pty) Ltd.

A obtenu la médaille d'or pour son stand à la foire du Rand en 1975.

28. Renault - Société Nouvelle de Roulements (S.N.R.), Annecy.

En Afrique du Sud : Bearings and Components (Pty) Ltd. (BECO), Doorfontein. Branches à travers l'Afrique du Sud.

29. Renault - Serete, Paris.

Ingénierie.

30. Service d'Édition et de Vente des Productions du Ministère de l'Éducation Nationale, Paris.

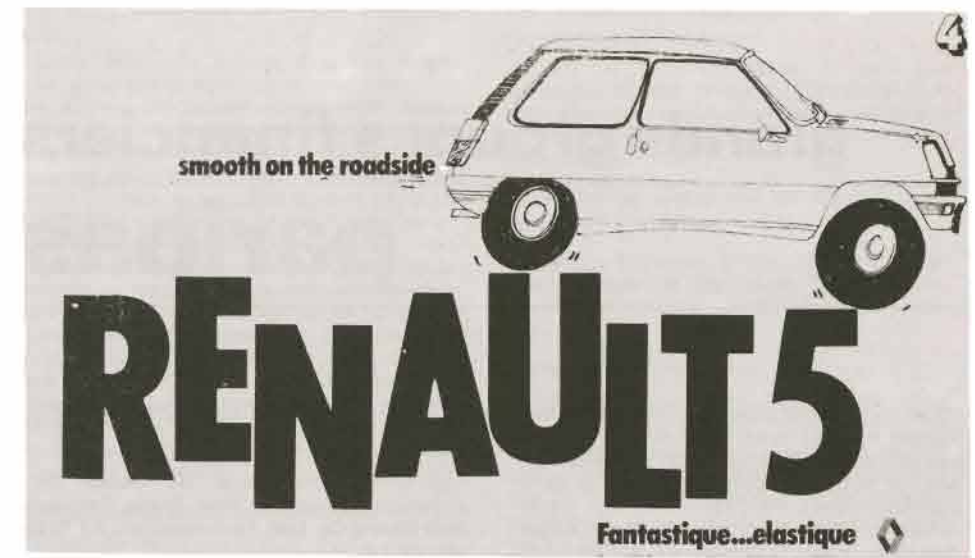
Vente d'un montage de diapositives aux lycées et collèges sur l'Afrique du Sud. Photographies de l'Office du Tourisme Sud-Africain. Le commentaire, signé par un professeur d'histoire français, est également inspiré des commentaires de l'Office. L'ensemble donne le point de vue officiel sud-africain et sans être ouvertement raciste, ignore complètement l'apartheid et la majorité africaine.

31. Service d'Exploitation Industrielle des Tabacs et Allumettes (SEITA), Paris.

Vente de licences pour la fabrication des Gauloises en Afrique du Sud. Ventes en France des cigarettes du groupe sud-africain Anton Rupert (Rothmans, Peter Stuyvesant, Dunhill, Craven, Panther).

32. Société Générale, Paris. Bureau en Afrique du Sud : Société Générale

droit et liberté ■ n° 370 ■ juin 1978



La Régie Nationale dans un quotidien sud-africain.

(France) Trade Delagation (Pty) Ltd., Johannesburg.

Représenté dans un bureau commun avec d'autres banques européennes formant un consortium. European Banks International Co., EBIC.

Depuis 1965, a assuré de nombreux prêts aux sociétés d'État sud-africaines, IDC, etc... A créé en 1975 une nouvelle société dont elle détient 50 % du capital avec des groupes financiers sud-africains proches du gouvernement (Finansbanks et Santam) : FINEXFRA (Pty) Ltd. pour encourager les relations commerciales dans les deux sens dont la cession de brevets.

33. Société Nationale d'Étude et de Construction de Moteurs d'Aviation (S.N.E.C.M.A.), Paris.

Sous-traitance pour les Avions Marcel Dassault : fourniture de réacteurs, accessoires et pièces détachées pour Mirage.

34. SNECMA - Messier Hispano Bugati, Montrouge.

Sous-traitance pour les Avions Marcel Dassault : fourniture de trains d'atterrissage pour Mirage. Ventes de licences à l'Afrique du Sud.

35. SNECMA - Hispano Suiza Lallemand, Bois-Colombes.

Depuis 1969, participe aux études secrètes concernant la construction d'une usine d'enrichissement de l'uranium en Afrique du Sud à Valindaba.

36. SNECMA - CNMP Berthiez, Paris.

Vente en 1969 d'un tour équipé d'un système Cotec, aux chemins de fer sud-africains.

37. Martin Baker, Bois-Colombes.

50 % du capital de cette société appartient à la SNECMA. En 1976, Martin Baker a livré 250 moteurs pour sièges éjectables de Mirage à l'Afrique du Sud.

38. Société Nationale Industrielle Aérospatiale (SNIAS), Paris.

Depuis 1963, vente d'hélicoptères Alouette, Super Frelon. Depuis 1963, vente de missiles AS 20 et AS 30, Milan et Exocet. En 1970, vente de 9 Transall. En 1971, assistance à la société d'État sud-africaine Atlas Aircraft Corporation, Kempton Park, pour la construction d'une usine d'aviation capable de monter des Mirage.

Nord-Aviation a fourni une assistance pour la construction de la base militaire de Mpacha en Namibie. En 1975 commande de 4 Airbus (300 B2) qui seront livrés en 1976 et 1977.

39. Entreprise de Recherches et d'Activités Pétrolières (ERAP), Courbevoie.

Société Nationale ELF Aquitaine (SNEA), Courbevoie. En Namibie : Heiwal Towers, Windhoek.

En 1971, la filiale à 100 % Aquitaine South West Africa a signé un accord avec Anglo American Corporation pour mener une campagne de recherche au large des côtes de Namibie et d'Afrique du Sud. En association avec la compagnie américaine Placid Oil, la compagnie a exécuté deux forages au large du Cap en 1973. En 1977, la compagnie a commencé une campagne de recherche au large du Natal au moyen d'une plateforme amenée d'Iran.

La compagnie a renoncé à ses permis au large de la Namibie et à un permis au large de l'Afrique du Sud. Par contre elle détient encore des permis miniers à la fois en Namibie et en Afrique du Sud.

En 1977, elle a acquis un nouveau permis minier, pour la recherche de l'uranium en Namibie (Financial Mail, 15 avril 1977). Elf-Aquitaine est la première entreprise française à s'être inquiétée des dispositions du décret N° 1 sur les ressources de la Namibie adopté par l'ONU. Un administrateur a rencontré secrètement le mouvement de libération de la Namibie, la SWAPO.

40. Assurances Générales de France, Paris.

Filiale : Atlantic and Continental Company of South Africa Ltd, Johannesburg.

une victoire des antiracistes américains

Un mouvement s'est récemment amorcé aux États Unis contre les investissements américains en Afrique du Sud. Fait nouveau : il dépasse largement le cadre des groupuscules militants, opposants traditionnels à l'apartheid.

C'est ainsi qu'on peut lire, dans un très officiel rapport du Sénat américain publié en janvier 1978 une recommandation adressée à la Maison Blanche pour qu'elle « décourage » les investissements en Afrique du Sud car ceux-ci « renforcent l'autosuffisance économique et militaire du régime sud africain ». Trois mois plus tard, dans son numéro du 10 avril, l'hebdomadaire à grand tirage Newsweek consacrait une cover story à ce problème. Intitulé « The Squeeze is on » (« On sert la vis »), cet article faisait état du développement « d'une campagne organisée pour mettre un terme au flux des investissements qui ont soutenu l'économie sud africaine pendant des années ». Surtout, depuis quelques semaines, les campus universitaires, où commencent traditionnellement aux États Unis les grands mouvements de contestation, sont entrés en jeu. Les étudiants de plusieurs universités, dont notamment ceux de Columbia, ont demandé aux conseils d'administration de leurs collèges de revendre toutes les actions qu'ils détiennent dans des sociétés américaines ayant des intérêts en Afrique du Sud.

Cette campagne, à laquelle participent également certains syndicats et diverses Églises, a eu un premier résultat puisqu'une demi douzaine de grandes banques américaines ont annoncé qu'elles n'accorderaient plus aucun crédit à l'Afrique du Sud.

Il faut noter aussi qu'à Londres, les puissants syndicats britanniques ont également demandé, au cours d'une réunion du comité de liaison du TUC et du parti travailliste, au mois d'avril, l'arrêt des investissements en Afrique du Sud et l'embargo sur les ventes de matériel, même « civil », susceptible d'être utilisé par les forces de sécurité sud africaines.

La question des investissements ne se pose pratiquement pas dans les pays scandinaves. Mais la Fédération des syndicats des pays nordiques, qui regroupe des centrales suédoises, norvégiennes, finlandaises, islandaises et danoises, et représentent 5,5 millions de travailleurs, s'est prononcée le 5 avril à Copenhague pour un boycott pur et simple de l'Afrique du Sud, importations et exportations.

Et en France ? Hé bien, les affaires sont les affaires...

D.L.

grands groupes financiers paribas

Les deux grands groupes financiers privés * **Paribas** et **Suez**, sont très liés à l'économie sud africaine. En fait, en ce qui concerne Paribas, 10 % de son capital sont détenus par le premier groupe privé d'Afrique du Sud, **Anglo-American Corporation**, et le PDG de l'**Anglo-American**, Harry Oppenheimer, est un administrateur de la **Compagnie Financière de Paris et des Pays-Bas**. La **Compagnie Financière de Paris et des Pays-Bas** et l'**Anglo-American** ont conclu depuis de nombreuses années une série d'accord en vue de développer leurs relations financières, commerciales et techniques. L'**Omnium de Participations Financières et Industrielles**, la **Banque de Paris et des Pays-Bas** et **Paribas International** ont d'importants investissements en Afrique du Sud. **Paribas International**, gère par l'intermédiaire de sa filiale, **Compagnie Holding Franco-Sud-Africaine**, un portefeuille de titres dont la valeur comptable était en 1974 de 1,4 millions de francs. La **Banque de Paris et des Pays-Bas** a créé, en association avec l'**Anglo-American**, une filiale, **Mundialimex-France (South Africa)**, dans le but de fournir des capitaux et des techniques à l'Afrique du Sud.

La **Banque de Paris et des Pays-Bas** participe également depuis de nombreuses années au financement des plus importants projets en Afrique du Sud. En 1967, cette banque a arrangé un prêt de 13 millions de dollars pour le compte du gouvernement Sud-Africain. En 1970, avec la **Deutsche Bank**, elle a dirigé un consortium qui a fourni un crédit de 100 millions de marks à l'Afrique du Sud. En 1975, elle a financé, avec la **Banque Française pour le Commerce Extérieur et le Crédit Commercial de France**, la construction de la centrale thermique de Matla, avec un prêt de 22 millions de francs, consenti au taux très bas de 6,75 % pour 8 ans.

Le groupe contrôle plusieurs filiales industrielles implantées en Afrique du Sud, comme **Fives Cail Babcock**, **Heurtey**, **CFP** et **Thomson Brandt**. Il joue un rôle déterminant dans d'autres groupes qui lui sont liés, comme **Chargeurs Réunis (UTA)**, **Grands Travaux de Marseille**, **DNEL**, **PUK**, **Rhône-Poulenc**, qui ont des intérêts en Afrique du Sud. Il a en fin des participations importantes dans un certain nombre d'autres trusts. (**SNEA**, **Suez**, **Empain-Schneider**, **Peugeot-Citroën**) fortement implantés en Afrique du Sud.

* Ce classement s'inspire du « Dictionnaire des Groupes Industriels et Financiers en France ». Éditions du Seuil, 1978. L'activité des entreprises en Afrique du Sud est très brièvement rappelée.

Crédit du Nord et Union Parisienne, Paris.

Investissements dans les mines sud-africaines (exemple : **Free State Saaiplaas Gold Mining Co. Ltd.**). Paribas détient 52 % de son capital.

Fives Cail Babcock, Paris.

Filiale : **Fives Cail South Africa (Pty) Ltd.**, Johannesburg.

Fourniture de gros équipements pour la manutention et la production minière : portiques de chargement rapide de charbon au nouveau port de Richards Bay, lavoir à charbon, bande convoyeuse, aménagement du port minéralier de St-Croix, raffinerie de sucre, etc... Paribas détient 25,62 % de son capital.

des hordes sauvages

Le 4 mai dernier, l'armée sud-africaine fait un raid à 300 km à l'intérieur de la République Populaire d'Angola. La ville de Cassinga protège en effet un camp de réfugiés namibiens, hommes, femmes et enfants qui ont été contraints à l'exil à cause de la répression féroce qui s'abat sur leur pays illégalement occupé par les racistes sud-africains. Les hordes racistes ont laissé dans l'épouvante le camp où les réfugiés tentaient de survivre. Un gigantesque charnier de 700 morts, des centaines et des centaines de blessés. Les nazis ne changent décidément pas de méthodes.

Le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. a « réprouvé » cette horrible forfait. Mais les pays occidentaux, dont la France, ont refusé que les Nations Unies prennent des sanctions contre les racistes. Profit oblige !

Au Zimbabwe, les racistes annoncent tranquillement la mort de 50 civils « qui n'avaient pas respecté le cessez le feu » imposé à tout le pays par le régime rhodésien. Qu'en pensent les Muzorewa et autres Sitholé qui désormais partagent le pouvoir avec Smith. Leur hochet leur plaît-il autant ?

Mais le France-Soir de Hersant titre : « Tueur au Katanga » sur toute la page. La vie d'un Noir, vous comprenez !

Campon Bernard, Paris.

Participation à de gros ouvrages en Afrique du Sud (percement du tunnel Orange-Fish) avec d'autres entreprises françaises. Paribas détient 38 % de son capital.

Heurtey-Petrochem, Paris.

Participation à la construction de l'usine d'oxygène la plus grande du monde. **Sasol II**, avec la fourniture de gros équipements industriels (fours débutaniseurs et de distillation sous vide). Paribas détient 80,63 % du capital de la maison mère **Heurtey-Industrie**.

Omnium Technique Holding (OTH), Paris.

Implantation en Afrique du Sud pour l'étude ingénierie concernant les bâtiments et les travaux publics. Filiale à 100 % de Paribas.

groupe c.f.p.

Compagnie Française des Pétroles-Total, (CFP-Total), Paris.

Bien que l'État détienne 35 % de son capital, la CFP est considérée comme un groupe privé dans la mouvance de Paribas. Seul actionnaire privé connu, Paribas ne détient que 4,5 % du capital de la CFP et son PDG, Jacques de Fouchier, est un administrateur de la CFP. Elle a trois filiales sud-africaines :

■ **Total South Africa (Pty) Ltd** dont la CFP détient 65,83 % du capital : commercialisation en Afrique du Sud, en Namibie et création d'une filiale au Transkei : **Total Transkei (Pty)**. Son PDG est un membre fondateur de la **South Africa Foundation** chargée de la propagande pro-apartheid à l'étranger. **Total South Africa** fournit du pétrole à la filiale rhodésienne du groupe et à l'unique raffinerie de Rhodésie ou la CFP détient 5 % du capital.

■ **Total Refining South Africa (Pty)** : participation au capital de la raffinerie NATREF de Sasolburg, (30 %) et de la raffinerie SAFOR à Durban (19 %).

■ **Total Exploration South Africa (Pty)** participe pour un tiers au capital de la mine de charbon d'Ermelo (avec **British Petroleum**).

En Namibie, la CFP est également implantée par l'intermédiaire de sa filiale à 50 %, **Minatome**, (PUK détenant la moitié) dont l'objet est la recherche et l'exploitation de l'uranium. **Minatome** détient 10 % du capital de la mine de Rössing, la plus grande mine d'uranium du monde. La CFP détient également 15 % et 12 % dans deux permis de recherche de l'uranium en Namibie avec **Anglo American Corporation**.

Paulstra S.A., Levallois-Perret.

Filiale : **Paulstra South Africa (Pty) Ltd**, Rosslyn.

La production de l'usine Paulstra en Afrique du Sud (pièces en caoutchouc et en métal) établie depuis 1967, est destinée à l'industrie automobile et à d'autres industries lourdes.

Paulstra est une filiale de la **Compagnie Française des Pétroles (Total-Chimie)**, par l'intermédiaire de **Hutchinson-Maps**.

groupe thomson-brandt

Thomson-Brandt, Paris.

Également dans la mouvance de Paribas (qui contrôle 8,3 % de son capital), le groupe **Thomson-Brandt** est implanté en Afrique du Sud par l'intermédiaire de nombreuses filiales : **Thomson-C.S.F.**, **SODETEG**, **Hotchkiss Brandt Armements**, **LMT**, **Compagnie Générale de Radiologie**.

L'essentiel des activités du groupe en Afrique du Sud concerne l'armement, l'électronique et le nucléaire. Le père du président de la République a été administrateur du groupe.

Thomson-C.S.F., Paris.

La principale filiale de **Thomson-Brandt**, contrôlant le secteur de l'électronique, **Thomson-CSF**, est active en Afrique du Sud depuis de nombreuses années par la vente d'équipements, la cession de licences et la création d'entreprises. En 1967, la branche radars (Bagneux) a construit un réseau pour la protection des frontières nord du pays. En 1968, en liaison avec **Engins Matra**, **Thomson-CSF** a cédé les licences de fabrication du système d'armes radar-missile **Crotale** que l'Afrique du Sud fabrique sous le nom de **Cactus**. La compagnie a mené ce projet jusqu'à son terme malgré de nombreuses grèves de protestation déclenchées par les travailleurs de l'usine de Malakoff.

Un contrat a été signé pour de nouvelles fournitures militaires en décembre 1975. Également dans le domaine militaire, **Thomson-CSF** est le sous traitant des **Avions Marcel Dassault** pour la fourniture de 12 équipements différents pour les **Mirage**, y compris le radar. L'usine de Brest du groupe a vendu 25 caméras TTV 15-15 à l'Afrique du Sud. Des équipements spéciaux pour les aéroports ont également été achetés par l'Afrique du Sud. En Afrique du Sud, **Thomson-CSF** détient des participations dans plusieurs entreprises :

■ **Thomson-Electronics of South Africa (Pty) Ltd (T.E.S.A.)** fabrique du matériel de communication pour les forces armées et la radiodiffusion sud-africaines. Tout le matériel de transmission de l'armée provient de cette filiale de **Thomson-CSF**. Cette compagnie a construit et installé tous les émetteurs de la radio depuis 1950, et, sous le nom de **Fuchs Electronics Holding (Pty)** fabrique des téléviseurs, des équipements radio et des radars. **Thomson-CSF** est un partenaire d'une nouvelle société sud-africaine, **Altronic Systems**, fabricant d'équipement électronique. **Thomson-CSF** a vendu récemment à l'université de Pretoria une machine équipée d'un laser pour la fabrication de circuits intégrés.

Société d'Études Techniques et d'Entreprises Générales (SODETEG), Le Plessis Robinson.

droit et liberté ■ n° 370 ■ juin 1978

Sodeteg South Africa (Pty) Ltd, Johannesburg.

Cette filiale du groupe **Thomson-Brandt** dont, selon ses termes, « une forte proportion des affaires ressortent du domaine classé secret-défense » maintient une « unité opérationnelle décentralisée » et une mission permanente en Afrique du Sud, à Braamfontein, depuis la visite de son P.D.G. à ce pays. La **SODETEG** a notamment participé à la mise au point de l'armement nucléaire français. Mais en Afrique du Sud elle n'admet que la construction de deux hôpitaux militaires et plus récemment le vœu de construire la future capitale du Bophuthatswana. Cependant, il semble que la **SODETEG** a joué un rôle, en tant que représentant de l'**Association Française de l'Industrie Nucléaire d'Équipement** (Bezons), dans la construction du premier réacteur de recherche en Afrique du Sud, **Safari 1**, à Pelindaba.

Hotchkiss Brandt Armements, Paris.

Filiale de Thomson-Brandt. Liens avec la firme sud-africaine **Thomas Barlow**. Fournitures de matériel militaire SNEB.

Parmi les groupes qui ne dépendent pas directement de Paribas mais qui forment un ensemble financier lié à ce dernier par divers liens, notamment familiaux, plusieurs sont présents en Afrique du Sud : **Chargeurs Réunis**, **Denain Nord Est Longwy**, **Péchiney Ugine Kuhlmann**, **Rhône-Poulenc** et **Schlumberger**, ce dernier à un bien moindre degré que les premiers cités

groupe chargeurs réunis

Le **Holding Chargeurs Réunis**, contrôlé à 33 % par la famille C. Fabre et où **Paribas** détient 4,3 % du capital, comprend plusieurs entreprises impliquées en Afrique du Sud : **Compagnie Maritime des Chargeurs Réunis**, **U.T.A.**, **Grands Travaux de Marseille** avec ses filiales et les sociétés qui lui sont liées (**S.E.E.E.**, **Entreprise Jean Lefebvre**), **Société Navale des Chargeurs Delmas Vieljeux**, **Agences Maritimes Fabre**, **Gazocean Armement et A.T.A. Walon**.

Compagnie Maritime des Chargeurs Réunis, Paris.

Armement, membre de la conférence qui dessert l'Afrique du Sud. Également le Japon et le reste de l'Asie à partir de Durban.

Agent : **J.T. Rennie & Sons**, Durban.

Union de Transports Aériens (U.T.A.) Paris.

L'unique transporteur aérien français pour les passagers et le fret exploitant plusieurs liaisons France-Afrique du Sud par semaine en pool avec la compagnie sud-africaine **S.A.A.** Organisateur, en liaison avec le **C.F.C.E.**, de voyages en Afrique du Sud pour les hommes d'affaires français (Opération **Vicomex**). Accorde des tarifs spéciaux aux exportateurs de primeurs sud-africains. Représentant-agent du **Club Méditerranée** à Johannesburg.

Grands Travaux de Marseille, Nanterre.

En Afrique du Sud les **G.T.M.** sont engagés par l'intermédiaire de la **Compagnie de Constructions Internationales**, de la **Société d'Étude et d'Équipement des Entreprises** et de l'**Entreprise Jean Lefebvre**.

Le Matériel Téléphonique (LMT), Boulogne-Billancourt.

Filiale de **Thomson-Brandt**. En tant que sous-traitant des **Avions Marcel-Dassault LMT** a fourni des équipements pour les **Mirage** construits en Afrique du Sud, notamment les équipements radio.

Compagnie Générale de Radiologie, Paris.

Filiale de Thomson Brandt. Filiale : **Compagnie Générale de Radiologie South Africa**, Edenvale. Fournitures mécaniques de précision.

Lambert et Cie, Paris

Enfin, le dernier sous-groupe faisant partie du groupe financier de Paribas, **Poliet et Chausson**, est également représenté en Afrique du Sud par le biais d'une filiale dont il contrôle 74 % du capital, **Lambert et Cie**, spécialisée dans le génie civil qui a une filiale en Afrique du Sud.

Filiale : **Lambert S.A. (Pty) Ltd.**, Braamfontein.

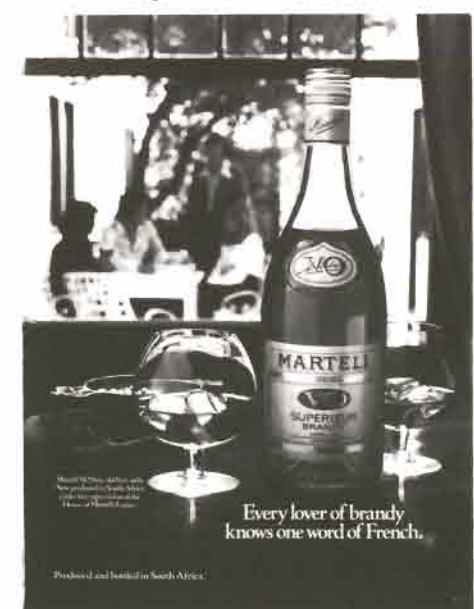
Compagnie de Constructions Internationales, Nanterre.

Cette filiale de **G.T.M.** a construit avec **SPIE Batignolles**, **Campon Bernard**, et la **Société Française d'Entreprises**, de **Dragages et de Travaux Publics**, le tunnel **Orange-Fish**, le plus important élément du grand projet d'irrigation et de transformation de la région aride du Cap.

Société d'Étude, d'Équipement des Entreprises (S.E.E.E.), Courbevoie.

Un consortium dirigé par cette filiale ingénierie de **G.T.M.** a proposé et obtenu de construire un port en eau profonde au Transkei. Montant du contrat : 700 millions de francs.

Cognac Martell mode South-Africa.



Entreprise Jean Lefebvre, Neuilly-sur-Seine.

Après le rachat de la Société Technirout en 1975 par les G.T.M., ce groupe est devenu le principal actionnaire de l'Entreprise Jean Lefebvre. Celle-ci était cependant établie en Afrique du Sud depuis 1972.

Filiales en Afrique du Sud : Reef Lefebvre (Pty) Ltd ; Felbitem ; E.J.L. South Africa. Reef Lefebvre, installée à Bramley a à son tour trois divisions spécialisées dans la construction de voies ferrées, dans les forages et le renforcement des sols. En 1974, cette compagnie employait 1 250 travailleurs en Afrique du Sud.

Reef Lefebvre a construit plusieurs autoroutes (dont celle de Johannesburg), routes, ouvrages d'art et voies ferrées en Afrique du Sud. En 1972, M. François Giscard d'Estaing, cousin du président, a été nommé membre du Conseil de Surveillance de l'Entreprise Jean Lefebvre.

Société Delmas Vieljeux, Paris.

Chargeurs Réunis détient 10 % de la Financière Delmas Vieljeux. Partenaire avec la Banque de Paris et des Pays-Bas et l'Anglo-American Corporation dans la création en 1967 de la société Mundialimex-France (South Africa) chargée de favoriser les échanges entre les deux pays.

coucou surprise !

Avez-vous déjà diné à l'hotel du Club Méditerranée, Avenue Victor Hugo à Neuilly ? Moi, oui ! Et bien diné, je vous l'assure, quoiqu'en fort méchante compagnie.

Un correspondant anonyme et malin envoie au m.r.a.p. deux invitations à une réception donnée à ce lieu par l'Office sud-africain du tourisme (Satour) et les South-African Airways. La rédaction de droit et liberté, alléchée par l'occasion délègue deux de ses membres, préalablement déguisés en jeunes technocrates bon teint, pour ausculter les mondanités de l'apartheid. Nous ne serons pas déçus.

Dans un salon en sous-sol, nous sommes accueillis par de charmantes hôtes. Un serveur, noir comme il se doit, nous offre l'apéritif. Nous nous asseyons à une table où deux femmes d'un certain âge (mais habilement camouflées derrière leur maquillage), dégustent des amuse-gueules avec un air de profonde satisfaction.

Vient la partie informative. Tout sur l'Afrique du Sud. Le film, intitulé « Paix d'aujourd'hui » nous introduit dans le paradis terrestre : des lions, des buffles, des grenouilles, des zèbres, des autruches, des termites, des éléphants etc... Une petite explication allusive sur le sens du titre : « Il ne faut pas confondre la paix avec la bonté ! » (sic), illustrée par la mise à mort d'un gnou par un lion. Au delà de ce symbole oh combien furtif, pas un mot évidemment sur la situation réelle du pays. Ah si, le commentaire permanent de nos voisins qui ont déjà « fait » le Kenya et la Tanzanie et qui donne une idée fascinante des limites ou peuvent reculer les bornes de la bêtise humaine.

Un montage audiovisuel achève de présenter les merveilles de ce pays. La Namibie est allègrement annexée dans les frontières de l'Afrique du Sud. Le Transkeï perd sa maigre « indépendance » pour ne conserver qu'une vague « autonomie interne » dont on nous assure qu'elle n'entraîne rien de la situation. Sur une photo, une dizaine de « bantous » dument emplumés mettent un peu de couleur locale. On assure que ce spectacle « tribal » est public mais évidemment après les heures d'usine !

Et puis on se met à table. Légère angoisse lorsqu'on vient nous demander de quelle agence nous sommes. Nous nous en tirons en nous présentant comme des étudiants de la faculté de droit d'Assas prévenus de la réception par un ami du G.U.D. !

Comble de chance, l'organisatrice vient s'asseoir à nos côtés, séduite par les regards enjôleurs de Stéphane Mayreste. Elle cherche à savoir ce qui peut attirer deux jeunes-gens aussi sympathiques vers l'Afrique du Sud et se plaint de ce que ce pays soit si peu connu. Nous l'assurons que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour le faire mieux connaître. Nos voisines, excitées par le vin et les jolies bêtises qu'elles viennent de voir, galopent avec ardeur sur les sentiers battus. Bouvard et Pécuchet puissance dix ! L'Afrique ? Fascinante ! Le tam-tam ? Tellement rythmé ? L'Afrique du Sud ? Si propre ! Quelques considérations sur Idi Amin Dada. Il est difficile de garder son sérieux. Il y a un certain suspense chaque fois qu'elles ouvrent la bouche : jusqu'où peut sombrer l'esprit humain ? Stéphane Mayreste sort un énorme cigare qu'il allume à la face d'un Afrikaner ensoleillé qui tente de lui expliquer dans un sabir incompréhensible combien de personnes peuvent monter à la fois sur un œuf d'autruche. On imagine la scène ! Les Noirs ? On exagère beaucoup. Ils se tiennent très bien, vous savez ! Bien sûr, il y a quelques communistes... L'apartheid ? Il faut comprendre les situations spécifiques. Et puis voyez l'Afrique noire ! Hochements de têtes violemment approbatifs de nos commensales qui se souviennent encore des mauvaises odeurs au pied du Kilimandjaro.

On se lève. On va se quitter. L'apartheid, vous savez, ça n'arrange pas ceux qui le pratiquent !

Theo Saint-Jean

Agences Maritimes Fabre, Marseille.

Agent de la compagnie maritime sud-africaine Safmarine. La Compagnie Maritime des Chargeurs Réunis est l'agent de cette compagnie sud-africaine pour les ports de l'Atlantique et de la mer du Nord.

Gazocean Armement, Paris.

Cette compagnie où Chargeurs Réunis détient 16 % du capital a signé un important contrat d'achat d'engrais sud-africains, 10 ans de la production de l'usine de Triomf Fertilizer de Richards Bay, qui a été annulé en 1977 par Gazocean à cause de l'évolution en baisse du taux de fret. Jusqu'à cette date, le nom du client français de Triomf Fertilizer avait été tenu secret. Un procès a été évité grâce à l'intervention de l'État qui a favorisé un accord à l'amiable avec une importante compagnie financière pour la compagnie sud-africaine.

A.T.A. Walon S.A., Boulogne-Billancourt.

Cette filiale de la Compagnie Maritime des Chargeurs Réunis (qui détient 94,1 % de son capital) est un important transporteur en Afrique du Sud depuis 1975, associé selon sa propre publicité aux plus grands projets : Cabora Bassa, transformateur d'Apollon, cimenterie Anglo Alpha, centrale de Matla, l'usine SENTRACHEM, SASOL II, et le dernier en date, la centrale de Koeberg. Création de deux transitaires spécialisés : Shipping and Marketing Bureau et T.T.A. (Tous Transports Aériens), en 1976.

groupe d.n.e.l.

Denain Nord-Est Longwy (D.N.E.L.), Paris.

D.N.E.L., holding où Paribas intervient pour 4 % du capital, contrôle plusieurs entreprises impliquées en Afrique du Sud : Usinor, Lebowa Andalosite, Franco-Africaine de montage et la SOFRESID.

Usinor, Paris.

Usinor (dont 65,20 % du capital appartient à DNEL) avec De Wendel, l'autre géant français de l'aciérie, est un important acheteur de charbon sud-africain. Également avec De Wendel, Usinor envisageait en 1975 d'effectuer de nouveaux investissements dans la sidérurgie sud-africaine qui, pour 80 % appartient à l'État.

Denain Anzin Minéraux, Paris.

Ce département de D.N.E.L. possède une mine en Afrique du Sud, la Lebowa Andalosite, située dans le banoutstan du Lebowa.

Société Franco-Africaine de Montage-Montaler (SOFAM-Montaler), Paris.

La SOFAM-Montaler qui appartient au groupe D.N.E.L. par l'intermédiaire de Vallourec et Entrepouse, spécialisée dans les travaux publics et l'ingénierie, a installé une base en Afrique du Sud en 1970.

Filiale : Montalev S.A., Johannesburg.

Société Française d'Étude et d'Installations Sidérurgiques, Montreuil.

La société d'ingénierie SOFRESID (qui appartient pour 33 % au groupe D.N.E.L., à 21 % au groupe PARIBAS et à 15 % au groupe WENDEL-SACILOR) a entrepris des projets en Afrique du Sud.

compagnie générale des eaux

La Compagnie Générale des Eaux est présente en Afrique du Sud par l'intermédiaire de trois entreprises où elle détient des intérêts ou qu'elle contrôle : Campenon Bernard, Tuyaux Bonna et Trailigaz. Campenon Bernard où la Générale des Eaux détient 28 % du capital a déjà été mentionné parmi les entreprises dépendant de Paribas (qui détient 38 % de son capital).

Société des Tuyaux Bonna, Paris.

Filiale de la Société d'Application Hydraulique dont le capital est détenu à 91,59 % par la Compagnie Générale des Eaux, la Société des Tuyaux Bonna est présente en Afrique du Sud depuis 1965 en association avec SOCEA de la Compagnie Saint-Gobain Pont-à-Mousson.

■ Filiale : SOCEA-Bonna Pipeline Contractors, usine à Klipriver. Fabricant de tuyaux pour la vente mais aussi participant à des réalisations importantes. SOCEA-Bonna est présent dans toutes les régions d'Afrique du Sud et en Namibie. Travaux de pose de conduite sur des centaines de kilomètres et adduction d'eau de plusieurs villes.

Trailigaz, Garges-les-Gonesse.

Filiale de Compagnie de l'Eau et de l'Ozone (28 % pour la Compagnie Générale des Eaux et 27 % pour la Société Lyonnaise des Eaux

La nucléaire français au service de l'apartheid.

The French Industries are proud to have been chosen for the turnkey supply of the Koeberg nuclear power station.

SOFRESID
Head Office: 21 rue de la République, 92100 Nanterre, France. Tel: 1 41 20 00 00

ALFOND ALATHEUR
Head Office: 21 rue de la République, 92100 Nanterre, France. Tel: 1 41 20 00 00

SOFAM-MONTALER
Head Office: 21 rue de la République, 92100 Nanterre, France. Tel: 1 41 20 00 00

SB
Head Office: 21 rue de la République, 92100 Nanterre, France. Tel: 1 41 20 00 00

et d'éclairage), Trailigaz, spécialisée dans le traitement de l'eau est partenaire depuis 1970 dans la réalisation de 60 installations en Afrique du Sud.

groupe p.u.k.

Lié à plusieurs groupes français et étrangers ainsi qu'à l'État (grâce à une participation de la Caisse des Dépôts) le holding PUK est néanmoins considéré comme faisant partie de l'ensemble financier Paribas qui ne détient que 1 % du capital. PUK est présent en Afrique du Sud par l'intermédiaire de plusieurs filiales : Aluminium Pêchiney, Le Carbone-Lorraine, Société Métallurgique de Gerzat, MINATOME et la Société Franco-Belge de Fabrication de Combustibles Nucléaires. Avant son absorption par Rhône Poulenc, Pêchiney-Progil était en association avec Triomf Fertilizer pour la construction d'une usine en Afrique du Sud. MINATOME dont P.U.K. détient 50 % du capital a déjà été mentionné parmi les filiales de la Compagnie Française des Pétroles.

Aluminium Pêchiney, Paris. En Afrique du Sud : Aluminium Français.

En association avec l'Union des Exportateurs Français de Demi-Produits en Aluminium (UFALÉX) dont PUK détient 66 % du capital, Aluminium Français est présent dans plusieurs villes d'Afrique du Sud et même en Rhodésie, depuis 1968.

Produits Pharmaceutiques, Pharmuka, Clichy-la-Garenne.

En Afrique du Sud, les produits pharmaceutiques de P.U.K. sont distribués par French Distributing Company (F.D.C.), Braamfontein.

Le Carbone Lorraine S.A., Paris.

Le Carbone Lorraine contrôlé par P.U.K. (qui détient 32,99 % de son capital), a une filiale en Afrique du Sud. Le père du président de la République a été administrateur de cette société.

■ Le Carbone South Africa (Pty) Ltd, Johannesburg. Usine de Fabrication de batteries qui appartient pour 50,26 % à la maison française. La filiale sud-africaine se distingue par ses publicités dans la presse militaire sud-africaine.

Société Métallurgique de Gerzat, Clermont-Ferrand.

La Société Métallurgique de Gerzat dont 65 % du capital appartient à P.U.K. est spécialisée dans la fabrication de corps métalliques pour tous emballages sous pression ou en aluminium, notamment les corps d'obus et de missiles. L'Afrique du Sud est un très important client depuis 1972.

Société Franco-Belge de Fabrication de Combustibles Nucléaires, Paris.

Cette société franco-américano-belge, filiale à 60 % de la compagnie Eurofuel dont P.U.K. détient 51 % du capital, a deux usines pour la fabrication des tiges d'uranium enrichi, une à Dessel en Belgique et l'autre à Romans en France. Elle a signé un contrat pour la fourniture de 380 tonnes d'uranium

SPIE BATIGNOLLES

Head Office: 21 rue de la République, 92100 Nanterre, France. Tel: 1 41 20 00 00

Administrative Office: 21 rue de la République, 92100 Nanterre, France. Tel: 1 41 20 00 00

Head Office: 21 rue de la République, 92100 Nanterre, France. Tel: 1 41 20 00 00

SPIE BATIGNOLLES, (Incorporated in France)
Involved in major Escom projects including the Koeberg Nuclear Power Station and the Drakensberg pumped storage scheme.

Des contrats signés avec l'Afrique du Sud.

enrichi à la centrale de Koeberg en Afrique du Sud à partir de 1981. Les autres partenaires français dans Eurofuel sont deux entreprises du groupe Empain : Framatome, qui détient 11 % et Creusot-Loire qui détient 3 %.

Rhône-Poulenc, Paris.

Le holding Rhône-Poulenc contrôlé par la famille Gillet fait partie de l'ensemble financier Paribas. En Afrique du Sud, il est essentiellement représenté par les sociétés May and Baker, REGMA, et par les ventes des différentes entreprises spécialisées du groupe.

Rhône-Progil, Paris.

En 1967, Pêchiney-Progil devenu en 1972 Rhône-Progil a signé un accord avec Triomf-Fertilizer pour la construction d'une usine d'insecticide.

May & Baker (filiale britannique).

En Afrique du Sud : May & Baker South Africa (Pty) Ltd.

May & Baker une filiale spécialisée dans les produits pharmaceutiques.

La Cellophane, Paris.

La Cellophane, département spécialisé dans la fabrication des films et des plastiques est présente en Afrique du Sud par l'intermédiaire d'une filiale : REGMA.

Établissements Givaudan Lavitotte et Cie, Lyon.

Cette filiale à 63 % de Rhône-Poulenc Industrie fournit des produits chimiques à l'Afrique du Sud.

Schlumberger, Paris.

Ce dernier holding de l'ensemble Paribas ne semble pas avoir une présence importante en Afrique du Sud, si ce n'est par l'intermédiaire d'une agence, Western Industries (Pty) Ltd. qui représente les Compteurs d'Eau Aster-France.

L'autre grand groupe, Suez, est à la tête d'un *groupe financier* où l'on trouve Saint-Gobain Pont-à-Mousson et la Société Lyonnaise des Eaux et d'Éclairage et d'un ensemble financier comprenant l'Air Liquide, C.G.E., Ferodo, Pernod-Ricard et Marine Wendel, qui sont tous, mais à des degrés divers, présents en Afrique du Sud. La Compagnie Financière de Suez, dont le P.D.G. est apparenté à M. Giscard d'Estaing, contrôle deux banques : la Banque d'Indochine et de Suez (à 100 %) et le Crédit Industriel et Commercial (à 61 %) et possède d'importantes participations dans un grand nombre de sociétés financières ou industrielles : Locafrance (13 %), Credinter, Chantiers Dubigeon Normandie (62 %), Société Alsacienne de Constructions Mécaniques de Mulhouse (87 %), Entreprise française de Dragages (28 %), Trailor (10 %), Agence Économique et Financière (10 %), Ratier-Forest et S.C.A.C. que l'on retrouve associés en Afrique du Sud.

Banque d'Indochine et de Suez (Indosuez), Paris.

La prise de contrôle de la Banque de l'Indochine par la Compagnie Financière de Suez « dote Suez de vastes ouvertures vers des régions où il n'était pas encore représenté, notamment l'Afrique du Sud où il a procédé à des investissements nouveaux et renforcé ses avoirs en mines d'or ». (Rapport de la C.F.S.)

La Banque de l'Indochine était en effet puissamment implantée en Afrique du Sud où elle avait réussi à contrôler le commerce de la laine avant de se diversifier. Filiale : French Bank of Southern Africa Ltd.

Cotée à la bourse de Johannesburg, la French Bank a 10 Agences en Afrique du Sud et une en Namibie. Elle est associée à plusieurs groupes locaux dont Union Corporation, l'un des sept grands de la mine et de la finance en Afrique du Sud. Elle a créé plusieurs filiales spécialisées : Frensec Marketing, French South African Investment Trust qui absorba Foncium, French Development Corporation et Fransa, et avec la Compagnie de Développement Commercial Franco-sud-africain elle a constitué Inserco destinée à promouvoir les échanges entre les deux pays. 40 % de son capital appartient au public sud-africain.

La Banque de l'Indochine a accordé de nombreux prêts à l'Afrique du Sud seule ou en tant que chef de file d'un consortium bancaire permettant le financement de nombreux grands projets (barrages, centrales thermiques, sidérurgie, etc.) ou l'achat d'équipements importants (porte-conteneurs, centrale nucléaire, etc.)

En France, les dirigeants jouent un rôle capital pour le rapprochement entre les deux pays.

Crédit Industriel et Commercial, Paris.

Le C.I.C. a signé avec une banque d'affaires sud-africaine, Finansbank, proche du pouvoir, un accord particulier pour faciliter le financement des importations de biens d'équipements français en Afrique du Sud.

Locafrance-International, Paris.

Une filiale de Locafrance se trouve en Afrique du Sud. La société mère est membre d'un consortium où l'on trouve Messina Development (Anglo-American), la banque britannique Barclays, la French Bank of Southern Africa et l'Union Corporation : Concorde Leasing Corporation, chargé de fournir des prêts

trogènes, la SACMM a des agents et des représentants en Afrique du Sud.

Société Française d'Entreprises, de Dragages et de Travaux Publics, Paris.

L'un des constructeurs du barrage de Cabora Bassa pour le compte de l'Afrique du Sud, la Société Française d'Entreprise, n'a qu'une seule réalisation connue à son actif à l'intérieur du territoire de la République, le grand tunnel Orange-fish.

Trailor S.A., Maurepas.

Trailor qui appartient à 60 % à une société américaine, a réalisé en Afrique du Sud le plus gros contrat jamais signé dans la branche des conteneurs en vendant des licences de construction. M. Olivier Giscard d'Estaing, frère du président, est administrateur de la société.

Agence Économique et Financière (AGEFI), Paris.

L'Agefi a publié de nombreuses brochures luxueuses de présentation de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie en donnant le point de vue officiel des régimes de ces deux territoires. L'Agefi contrôle le quotidien « Le Nouveau Journal », l'un des rares organes de la presse française qui bénéficie des services d'un correspondant particulier à Johannesburg.

Ratier-Forest, Paris.

Fournitures d'équipements à l'industrie aéronautique, notamment les hélices des « Atlantic » des Avions Bréguet Marcel Dassault, pour l'Afrique du Sud. En 1973 cette société a absorbé une entreprise de construction de machines outils, Guillemin-Sergot et

et à financer le leasing de tout type d'équipement.

Credinter, Paris.

Société d'investissement créée par le C.I.C., la Banque de Paris et des Pays-Bas et la Compagnie Financière de Suez, Credinter détient un certain nombre d'actions dans les mines d'or et de diamants en Afrique du Sud.

Chantiers Dubigeon Normandie, Nantes.

Dubigeon Normandie a livré à l'Afrique du Sud trois sous-marins de type Daphné tandis que deux commandes pour des sous-marins du type Agosta ont dû être annulées.

Société Alsacienne de Constructions Mécaniques de Mulhouse, Mulhouse.

Spécialisée dans la fabrication de moteurs diesels, de métiers à tisser et de groupes élec-

une conversion radicale

Plusieurs responsables de l'Église catholique sud-africaine et d'autres confessions ont clairement pris parti contre l'apartheid. Voici quelques extraits d'une conférence prononcée devant le Conseil sud-africain des Églises par Mgr Hurley, Archevêque de Durban.

La situation en Afrique du Sud est issue dans une large mesure de cette période de domination par l'Ouest qui a duré cinq cents ans et qui a pris fin avec la Deuxième Guerre Mondiale. Pendant toute cette période, l'Européen de l'Ouest s'est imaginé qu'il pouvait faire ce qui lui plaisait depuis qu'il s'est lancé, au temps de la Renaissance, à la conquête du pouvoir, de la science et de la Technique et qu'il avait entrepris ce que les Occidentaux appellent les voyages d'exploration.

L'homme noir en Afrique du Sud a eu l'infortune, qu'ont connue tant de ses pareils en d'autres régions du monde, de voir sa terre découverte par l'Européen de l'Ouest quand celui-ci se trouvait précisément dans cette humeur conquérante et colonisatrice.

Comment aurait-il pu résister ? Face aux canons de l'explorateur blanc, il n'avait qu'une lance, un javalot, une massue et un bouclier en peau de boeuf...

Le problème qui se pose au chrétien blanc, laïc ou religieux, qui veut jouer un rôle important dans son pays, est un problème difficile. Il doit, en effet, en arriver au point d'être capable de militer en faveur d'un changement radical, ce qui implique qu'il passe de l'acceptation aveugle et instinctive de « l'establishment » blanc à une collaboration active à l'instauration d'une société dominée par les Noirs. Le fait de se convertir va rarement sans douleur. Certains Blancs, peu nombreux il est vrai, ont la bonne fortune, due au tempérament autant qu'à l'expérience, de passer par ce processus sans en être, en apparence du moins, exagérément traumatisés, mais, pour l'accablante majorité d'entre eux, se convertir exige beaucoup trop. Ils ne peuvent pas se faire à l'idée de renoncer au mode de vie des Sud-Africains blancs et de ne jouer qu'un rôle subalterne et minoritaire dans une société noire. Le chrétien blanc qui voit que son devoir est là doit subir les affres de sa propre conversion personnelle et s'efforcer ensuite de convaincre les autres. Comme vous l'imaginez sans peine, s'il réussit à franchir le premier obstacle, il a toutes les chances de buter sur le deuxième.

Pegard, GSP, qui a vendu une machine à contrôle numérique à l'Afrique du Sud.

S.C.A.C., Puteaux.

S.C.A.C. dont 40 % du capital appartient à la Compagnie Financière de Suez, a une filiale : L.E.P. Transport International S.A. (Pty) Ltd, Johannesburg.

groupe s.g.p.m.

Saint-Gobain Pont-à-Mousson, Paris.

SGPM, est présent en Afrique du Sud par l'intermédiaire de plusieurs entreprises, soit directement comme Socoman et Mounbridge Exploration, soit indirectement comme S.G. Industries, Davum ou l'Agefi (dont il détient 11 % du capital). Une de ses filiales spécialisée dans l'emballage, S.G. Desjonquères a également entretenu des relations commerciales avec la Rhodésie.

Saint-Gobain-Industrie, Paris.

Le département Vitrage, Neuilly-sur-Seine, est représenté en Afrique du Sud par Carst & Walker et par Keranik qui distribuent un grand nombre de produits (Duralux, etc.)

Société Eau et Assainissement (SOCEA), Rueil-Malmaison.

Cette filiale (à 98 %) de SGPM, est présente en Afrique du Sud en association avec la Société des Tuyaux Bonna dans Socoa Bonna Pipeline Contractors, avec de nombreuses réalisations à son actif dont l'alimentation en eau de la centrale nucléaire de Koeberg. Une deuxième filiale, Socoman South Africa (Pty) Ltd (à 90 %) est implantée depuis plus récemment.

Davum Exportation, Villeneuve-la-Garenne.

Vente de produits métallurgiques par l'intermédiaire d'un agent sud-africain U.T.S. (Pty) Ltd., Johannesburg. Filiale à 84 % de SGPM, Davum est également lié à Sacilor (Wendel).

Mounbridge Exploration.

La dernière entrée de SGPM en Afrique du Sud avec une participation de 67 % dans cette nouvelle entreprise.

groupe s.l.e.e.

Société Lyonnaise des Eaux et d'Éclairage, Paris.

La SLEE est présente en Afrique du Sud par l'intermédiaire de Trailgaz (conjointement avec la Compagnie Générale des Eaux) et de Degremont.

Degremont S.A., Rueil-Malmaison.

Représenté en Afrique du Sud par Reunert & Lenz, Johannesburg. Réalisations de nombreuses stations de traitement de l'eau.

En plus du groupe proprement dit, directement contrôlé par Suez, de nombreuses entreprises sont liées à cet empire financier et forment l'ensemble financier de Suez. Parmi ces entreprises, un grand nombre collaborent avec l'Afrique du Sud.

air liquide

L'Air Liquide, Paris. Filiale : Union Liquid Air Co. (Pty) Ltd.

L'Air Liquide est présent en Afrique du Sud depuis de nombreuses années. Il y dispose de plusieurs usines, dépôts et d'un bureau d'études. Le plus important contrat qu'il ait jamais signé l'a été avec l'Afrique du Sud. Il concerne la construction de l'usine d'oxygène qui équipera le complexe Sasol II pour la liquéfication et la gazéification du charbon. L'aspect le plus inquiétant de ce contrat est la possibilité pour l'Afrique du Sud de camoufler certains équipements destinés à son usine d'enrichissement de l'uranium à Valindaba sous le couvert de fournitures semblables à Sasol II. L'Air Liquide a déjà participé à la construction d'une usine d'enrichissement de l'uranium en France (Pierrelate) et en Inde. Il a de plus participé en 1970 à la vente secrète d'une usine d'engrais à la Rhodésie par l'intermédiaire d'une filiale aujourd'hui disparue de la Chimie de la Grande Paroisse et d'une entreprise fictive sud-africaine, la N.P.I. Le représentant de la NPI en 1970 est le même homme qui aujourd'hui représente le client sud-africain

Les hommes d'affaires annoncent clairement la couleur.

La force d'une chaîne est celle de son plus faible maillon - mais tous nos maillons sont forts!



- * banque * mines * industrie du papier
- * construction automobile
- * magasins à succursales multiples
- * transports maritimes * assurances

chacun de ces secteurs est un des maillons de la chaîne commerciale et financière qui lie la France avec la République Sud Africaine et le Sud-Ouest Africain. Nous sommes Français comme l'est notre maison-mère, la Banque de l'Indochine. A travers nous, vous bénéficierez de sa longue expérience du commerce mondial et des finances internationales. Nous sommes Sud Africains comme le sont nos autres actionnaires d'Afrique du Sud, Union Corporation Limited, Federated Stores Limited, The Messina (Transvaal) Development Company Limited, The Old Mutual. Ils possèdent un immense savoir-faire dans les domaines mentionnés ci-dessus et dans d'autres. Nous sommes Français et Sud Africains comme l'est notre Direction qui comprend des experts dans les domaines financier, bancaire, boursier, ainsi que dans ceux du commerce et de la fiscalité. Cet ensemble unique de qualifications et de services, ces liens et ces contacts avec le monde des affaires, tout cela est notre part à la chaîne qui relie la France à l'Afrique du Sud - et ceci est à votre disposition.

FRENCH BANK OF SOUTHERN AFRICA LIMITED

Siège Social: 50 Marshall Street, Johannesburg
 Agence en Afrique du Sud
 Johannesburg, Braamfontein, Pretoria, Cape Town, Port Elizabeth, East London, Durban.
 Agence dans le Sud-Ouest Africain: Windhoek
 Adresse Télégr. French Bank
 Agence en Grande-Bretagne: Londres. Adresse Télégr. Frenban.

